

NOUVELLES DES AIRES PROTÉGÉES D'AFRIQUE

NAPA 204

CONSERVER LA NATURE EN AFRIQUE



CE MOIS-CI DANS LA NAPA

COMMUNAUTÉS ET
CONSERVATION À L'ÈRE DE
L'AUTORITARISME



P.2 ET 3 ÉDITO

Le contexte politique global influence profondément la manière dont nous gouvernons les aires protégées...

MOOC, TUTOS
ET ESSENTIELS



P.4 ET 5 NOS FORMATIONS EN LIGNE

Retrouvez toute l'actualité de nos MOOC, Tutoriels et Essentiels et rejoignez mooc-conservation.org

YOUTH
CONSERVATION



P.6 ET 7 ÉDUCATION ENVIRONNEMENTALE

Sensibiliser aujourd'hui pour protéger demain : quand les élèves de RDC deviennent gardiens des tortues marines...

LE DOSSIER DU
MOIS



P.8 À 11 JUSTICE ET RESTAURATION

Comment approfondir l'intégration des objectifs de justice sociale dans les projets de restauration ? A découvrir...



Communautés et conservation à l'ère de l'autoritarisme

Par Geoffroy Mauvais
Coordinateur de l'IUCN-Papaco

Nous vivons une époque paradoxale. Jamais les mots « participation », « inclusion » ou « durabilité » n'ont été autant employés, et pourtant jamais l'individualisme n'a semblé aussi dominant, ni le pouvoir aussi concentré. À travers le monde, de nombreux gouvernements contournent les lois, répriment les voix critiques et imposent leurs décisions à leurs populations, ou à leurs voisins, au nom de la sécurité, de la croissance ou de l'intérêt national, ou de n'importe quelle autre raison d'ailleurs.

Ce contexte politique global ne s'applique pas seulement aux États ou aux institutions : il influence profondément notre rapport à la nature et la manière dont nous gouvernons les aires protégées.

Dans de nombreuses régions, ces territoires restent gérés selon des approches centralisées et descendantes, où les décisions sont prises loin des paysages et des populations directement concernées. Les communautés vivant dans et autour des aires protégées sont souvent évoquées, mais rarement écoutées. Leurs savoirs sont sous-valorisés, leur participation limitée, et leur consentement trop souvent présumé plutôt que recherché. Dans ces conditions, la conservation risque de reproduire les injustices qu'elle prétend combattre.

Ce constat n'est pas nouveau. L'histoire de la conservation, en certains endroits, est profondément marquée par l'exclusion et le contrôle. La « conservation forteresse » a séparé les populations de leurs terres, criminalisé les usages coutumiers et imposé des frontières rigides à des paysages pourtant vivants. Si le vocabulaire a évolué, les logiques persistent. Aujourd'hui, elles peuvent être renforcées par des approches sécuritaires, l'urgence climatique ou des objectifs globaux qui privilient le nombre d'hectares protégés au respect des droits humains.

Parallèlement, l'individualisme fragilise le tissu social dont dépend pourtant la conservation. Lorsque nos sociétés valorisent la compétition plutôt que la coopération, l'autorité plutôt que le dialogue, l'efficacité plutôt que la justice... les communautés sont réduites à de simples « parties prenantes » plutôt qu'à des partenaires de confiance. Or la conservation est, par essence, un projet collectif. Les écosystèmes ne prospèrent pas sous un contrôle unilatéral, mais grâce à une gestion de long terme, des règles partagées et une responsabilité mutuelle.

Dès lors, comment faire en sorte que la voix des communautés soit non seulement entendue, mais réellement prise en compte ?

D'abord, il faut reconnaître que la participation ne peut être un simple exercice de forme. Une inclusion réelle suppose un partage du pouvoir, et non de rapides consultations *a posteriori*. Les communautés doivent bénéficier d'une reconnaissance juridique de leurs droits fonciers, de leurs ressources et de leurs systèmes de gouvernance.

Ensuite, la conservation doit prendre au sérieux la diversité des populations. « La communauté » n'est jamais une voix unique. Femmes, jeunes, anciens, éleveurs, agriculteurs ou groupes marginalisés vivent et perçoivent la conservation de manière très différente.



Écouter exige du temps, de l'humilité et une attention particulière aux rapports de pouvoir internes, surtout dans des contextes où des normes autoritaires réduisent déjà certaines voix au silence.

Troisièmement, les savoirs autochtones et locaux doivent être reconnus comme de véritables savoirs, et non comme du folklore ou des anecdotes. Ces connaissances sont dynamiques, fondées sur l'expérience et profondément ancrées dans les territoires. Les respecter implique d'accepter que les communautés puissent définir la réussite de la conservation autrement que ne le font les institutions.

Enfin, la redevabilité doit s'exercer aussi vers le bas. Trop souvent, les acteurs de la conservation rendent des comptes aux bailleurs, aux gouvernements ou aux institutions mondiales, mais rarement aux populations qui supportent au quotidien les coûts de la conservation. Les mécanismes de recours, de cogestion et de partage équitable des bénéfices ne sont pas de simples détails techniques : ce sont des garanties essentielles.

À l'heure où l'autoritarisme progresse rapidement, une conservation centrée sur les communautés n'est pas naïve, elle est indispensable. Elle offre un contre-récit à la domination et à l'exclusion, en rappelant que la protection durable de la nature repose sur la confiance, la justice et la responsabilité partagée.

Si la conservation veut conserver sa légitimité aujourd'hui, elle doit résister à la tentation du contrôle et investir pleinement dans la collaboration. Écouter les communautés n'est pas une concession de pouvoir : c'est le fondement même de la résilience : sociale, écologique et politique.

C'est de tout cela que notre MOOC sur les Communautés et la Conservation parle. Et il n'a jamais été plus urgent et important de le comprendre que dans cette époque insensée de politiques brutales. **Inscrivez-vous !**

www.mooc-conservation.org



NOS FORMATIONS EN LIGNE : MOOC, TUTOS ET ESSENTIELS

Nos 9 MOOC, 4 Essentiels et 5 Tutos sont ouverts et accessibles en permanence !



MOOC Conservation

Free online training courses for amateurs and professionals in conservation and protected areas

[Start learning →](#)

To follow the ESSENTIAL MOOCs and Courses, you will need an Internet connection and access to a computer, tablet or smartphone.



LES MOOC FORMATION THÉMATIQUE

LES MOOC À VALIDER POUR ÊTRE ÉLIGIBLE AU CEL

Les MOOC suivants sont à valider pour pouvoir passer l'examen d'obtention du Certificat en ligne en Conservation des aires protégées :



GESTION DES AIRES PROTÉGÉES



SUIVI ÉCOLOGIQUE



APPLICATION DES LOIS



CONSERVATION DES ESPÈCES



VALORISATION RESSOURCES ET TOURISME DURABLE



NOUVELLES TECHNOLOGIES



AIRES MARINES PROTÉGÉES

En savoir plus sur le CEL : [ici](#)

Prochaines dates : 8 avril et 17 juin 2026

AUTRES MOOC DISPONIBLES SUR MOOC-CONSERVATION.ORG



GOUVERNANCE DES AIRES PROTÉGÉES



COMMUNAUTÉS ET CONSERVATION

MOOC Conservation héberge les formations en ligne de l'IUCN-Papaco, développées en partenariat avec l'Université Senghor d'Alexandrie.

Rendez-vous sur
www.mooc-conservation.org

LES TUTORIELS FORMATION TECHNIQUE

ÉDUCATION ENVIRONNEMENTALE

Pour les enseignants, éducateurs, parents... afin de leur donner les outils et méthodes pour apprendre la préservation de la nature aux enfants...



LES MOTS DE LA CONSERVATION

Un lexique interactif avec les 100 mots et expressions essentielles à connaître quand on veut conserver la nature et comprendre la gestion des AP...

PLANIFIER LA GESTION DES AIRES PROTÉGÉES

Un guide pour organiser, étape par étape, la préparation, la mise en œuvre et l'évaluation du plan de gestion de votre aire protégée...

LES CONFLITS HOMME-FAUNE SAUVAGE DANS LES AP

Une méthode expliquée simplement pour comprendre, anticiper et répondre aux conflits qui existent entre l'Homme et la faune sauvage...

RESTAURER LES AIRES PROTÉGÉES

Un guide explicatif pratique des différentes étapes à suivre pour préparer, restaurer et évaluer une aire protégée endommagée...

FINANCEMENT DURABLE DES AIRES PROTÉGÉES

Disponible le 16 février !



MOOC CONSERVATION
BENEFICIE DU SOUTIEN DU
FONDS FRANÇAIS POUR
L'ENVIRONNEMENT MONDIAL

SUR MOOC-CONSERVATION, CE MOIS-CI

MOOC COMMUNAUTÉS ET CONSERVATION



“ NOUVEAU : MOOC COMMUNAUTÉS ET CONSERVATION

Ce cours s'inscrit dans la lignée du MOOC sur la gouvernance des aires protégées. Il se concentre sur l'aspect communautaire de la conservation des AP, une approche essentielle pour une stratégie de conservation à la fois efficace et durable.

Ouvert depuis le 20 janvier, vous êtes déjà **plus de 1 000** à avoir rejoint les rangs de ce MOOC et entamé l'apprentissage. Voici quelques retours d'apprenants recensés ces derniers jours :

Cette formation apporte des clés essentielles pour mieux comprendre les interactions entre conservation de la biodiversité et dynamiques communautaires, en particulier dans les contextes de terrain. Les sujets de la gouvernance locale et de la participation communautaire, des liens entre moyens de subsistance et conservation, des approches inclusives et durables et des enjeux sociaux, culturels et économiques de la conservation sont abordés. Des questionnements transverses aux aires protégées à travers le monde et qui résonnent ici en Asie.

A., responsable d'ONG environnementale au Cambodge

LE COURS EST OUVERT, GRATUIT, ET À SUIVRE À VOTRE RYTHME : [CLIQUEZ ICI](#).
Le forum de discussion de ce MOOC est particulièrement riche et vivant, n'hésitez pas à y faire un tour pour lire des retours terrain du monde entier !!!



J'ai trouvé ce cours particulièrement pertinent du fait de sa clarté, des éléments qu'il aborde et surtout de son caractère pratique et pragmatique. En le faisant, j'en apprenais davantage sur les méthodes d'engagement communautaire et surtout sur les méthodes de sauvegarde des moyens de subsistance des communautés auxquelles ont ne fait pas forcément attention lorsqu'on est sur le terrain. Je peux dire que je viens de combler d'importants manquements grâce à ce MOOC.

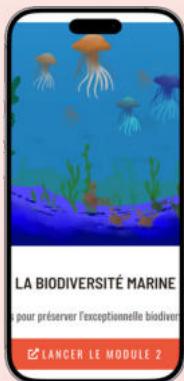
Frédéric, vétérinaire (entre autres) au Cameroun

AUSSI EN FEVRIER
OUVERTURE DE NOTRE TOUT NOUVEAU MOOC SUR LE FINANCEMENT DURABLE DES AIRES PROTÉGÉES
SUR WWW.MOOC-CONSERVATION
INSCRIPTIONS OUVERTES
DÉBUT DES COURS LE 16 FÉVRIER

YOUTH CONSERVATION

DES RESSOURCES DÉDIÉES POUR LES ENFANTS ET LES JEUNES AFIN DE LES SENSIBILISER ET LES POUSSER À AGIR !

Sur la plateforme d'éducation environnementale Youth Conservation, vous trouverez des ressources dédiées et adaptées aux enfants et aux jeunes, sous différents formats, à utiliser selon les besoins. Tout est 100% gratuit, en accès libre et les contenus sont proposés en différentes langues, nationales et régionales. A partager largement autour de vous, pour former, sensibiliser et pousser à l'action les jeunes générations !



Des parcours vidéos adaptés



Des posters synthétiques et illustrés



Des audios disponibles sur Spotify et Youtube

YOUTH CONSERVATION - LES TÉMOIGNAGES DES ACTEURS DE TERRAIN

SENSIBILISER AUJOURD'HUI POUR PROTÉGER DEMAIN : QUAND LES ÉLÈVES DE RDC DEVIENNENT GARDIENS DES TORTUES MARINES - PAR NOTRE TUTEUR BÉNÉVOLE, VICTOR MYONG CHAM KANDOLLO

Dans le cadre des activités menées au sein du parc marin des mangroves, des séances de sensibilisation à la protection des tortues marines ont récemment été organisées à destination des élèves des communautés riveraines. Cette initiative est portée par Myong Cham Kandolo Victor, Chef de programme en Conservation communautaire et tuteur au sein de Youth Conservation.

L'objectif est clair : **impliquer la jeune génération dans la sauvegarde de la biodiversité marine, un patrimoine naturel aussi précieux que fragile, particulièrement exposé aux pressions humaines.**

Comprendre pour mieux protéger

À travers des échanges simples, concrets et adaptés à leur réalité, les élèves ont découvert le rôle essentiel que jouent les tortues marines dans l'équilibre des écosystèmes océaniques. Du cycle de vie — de la ponte sur les plages jusqu'à la vie en mer — aux menaces qui pèsent sur ces espèces, la sensibilisation a permis de rendre visible ce qui est souvent ignoré.

Un accent particulier a été mis sur les gestes citoyens à adopter :

- ne pas déranger les nids,
- signaler les activités à risque,
- lutter contre la pollution plastique qui asphyxie la faune marine.

👉 Des élèves engagés, des communautés mobilisées

L'enthousiasme suscité par ces séances a été immédiat. Curieux, attentifs et réceptifs, les élèves ont pris conscience de la fragilité de leur environnement et de leur propre rôle dans sa protection. En apprenant à préserver les tortues marines, ces jeunes deviennent peu à peu de véritables ambassadeurs de l'environnement, capables de relayer ces messages au sein de leurs familles et de leurs communautés.

👉 L'éducation, socle d'une conservation durable

Cette action de terrain illustre avec force une réalité essentielle : l'éducation environnementale est le premier pas vers une conservation communautaire réussie et durable. En donnant aux jeunes les connaissances et les clés pour agir, ce sont les bases d'un engagement collectif et pérenne qui se construisent.

Former, sensibiliser, transmettre : autant de leviers indispensables pour que la protection de la biodiversité devienne une responsabilité partagée, aujourd'hui et pour les générations à venir.



CE MOIS-CI DANS LA NAPA

INTÉGRER LA JUSTICE DANS LES PRATIQUES DE RESTAURATION

NOTES TECHNIQUES DE LA CMAP

Cette NAPA présente quelques extraits d'une note technique de la Commission Mondiale des Aires Protégées sur la justice et la restauration. L'objectif de cette note de la CMAP est de fournir des orientations fondées sur des données probantes afin d'approfondir l'intégration des objectifs de justice sociale dans les projets de restauration, y compris ceux situés dans et autour des aires protégées. Le public cible est composé de professionnels de la conservation, de responsables gouvernementaux, de bailleurs de fonds, d'ONG et d'acteurs du secteur privé, ainsi que d'organisations locales impliquées dans la conception et la mise en œuvre de projets de restauration des paysages, en particulier dans les zones protégées, et qui s'attaquent aux défis de la justice sociale dans ces contextes.

NB : ce sujet est également abordé dans notre MOOC sur la restauration des écosystèmes, auquel vous pouvez vous inscrire à tout moment sur www.mooc-conservation.org

Les objectifs de restauration, tels que l'objectif 2 du Cadre mondial de Kunming-Montréal pour la biodiversité, sont devenus de plus en plus ambitieux, imposant des exigences élevées aux professionnels de la conservation, aux communautés et aux autres responsables de leur mise en œuvre. La restauration des paysages est un défi tant sur le plan social qu'écologique, car les terres restent souvent en usage continu, par exemple pour la chasse, la cueillette, l'agriculture, le pâturage ou la sylviculture commerciale. Ces utilisations des terres peuvent créer des tensions entre les projets de restauration, les moyens de subsistance et les cultures locales, ce qui peut nuire à leur légitimité et à leur efficacité. Par exemple, la loi européenne de 2024 sur la restauration a dû être modifiée en raison des plaintes croissantes d'injustice de la part des agriculteurs et autres utilisateurs primaires des terres ; le programme de foresterie sociale de l'Indonésie a rencontré des difficultés en raison de conflits avec les valeurs locales ; et le système d'attribution des terres forestières du Vietnam a été critiqué pour ne pas tenir suffisamment compte des besoins des populations marginalisées, ce qui a entraîné une augmentation du nombre de personnes sans terre.

Partout dans le monde, de nombreux projets de restauration menés par des entreprises et motivés par des facteurs externes ont créé des conflits avec les communautés d'éleveurs, par exemple au Chili et en Iran.



Integrating Justice into Restoration Practice

Aim: To provide evidence-based guidance for deepening the incorporation of social justice objectives into restoration projects, including those located in and around protected and conserved areas.

Audience: Conservation professionals, government officials, donors, NGOs and private sector actors, and local organizations involved in the design and implementation of landscape restoration projects, particularly in protected and conserved areas, and who are addressing the challenges of social justice in these contexts.



Introduction

Targets for restoration, such as the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework (GBF), Target 2 have become increasingly ambitious, placing high demands on promotional conservations, communities and others responsible for their implementation. Landscape restoration is both socially and ecologically challenging, and requires a range of skills, including planning, engineering, or commercial forestry (Cameron et al. 2022). These land uses can create conflicts between restoration projects and local livelihoods and cultures that can undermine legitimacy and effectiveness. For example, the 2024 EU Restoration Law had to be modified due to growing claims of injustice from farmers and other primary users (Cooper et al., 2024). Indonesia's social forestry program has faced challenges due to conflicts with local values and interests, and demands for more transparent and participatory processes (Purwanto et al., 2022). Across the globe, many externally driven and corporate-led restoration projects have created conflict with local resource-holding communities. For example, in Chile (Carrasco, 2020) and Iran (Gholami et al., 2020, 2024).

What remains clear from our review of landscape restoration projects, some important lessons have been learned about how best to avoid these problems. In particular, there is strong evidence that highly inclusive and respectful practices – especially those involving local leadership – lead to better ecological and social outcomes (Stanley-Olsen et al. 2021; Limpert et al. 2020; Gauthier et al. 2024). Principles of justice already feature in many conservation and restoration policies. For example, in Vietnam, the government considers areas justifying the recognition of indigenous peoples. Furthermore, in Mexico, the Ejido system, the traditional and recognized community-based ownership and stewardship model, protects 26% of the country. Large-scale restoration projects in principle contribute to a nation's just transition, requiring awareness of local social priorities such as rural poverty, as well as ecological priorities. However, there is still a knowledge gap regarding how to achieve just restoration in practice. This technical note aims to bridge this gap by summarizing lessons learned about promoting just restoration and highlighting opportunities and tools to facilitate these efforts.

IUCN WCPA Technical notes

July 2026

Si les tensions liées à la justice continuent d'entraver les projets de restauration, d'importantes leçons ont été tirées sur la meilleure façon d'éviter ces problèmes. En particulier, il existe des preuves solides que des pratiques hautement inclusives et respectueuses, notamment celles impliquant les dirigeants locaux, conduisent à de meilleurs résultats écologiques et sociaux. Les principes de justice figurent déjà dans de nombreuses politiques de conservation et de restauration. Au Vietnam, par exemple, le gouvernement tient compte de la justice sociale dans la conception de son programme national de paiement pour les services environnementaux forestiers, en visant à reconnaître et à récompenser les contributions locales à la protection et à la restauration des paysages forestiers. De même, en Écosse, la restauration à grande échelle devrait en principe contribuer à une « transition juste » à l'échelle nationale, ce qui nécessite de prendre en compte les priorités sociales locales telles que la pauvreté des enfants, ainsi que les priorités écologiques. Cependant, il existe encore un manque de connaissances sur la manière de parvenir à une « restauration juste » dans la pratique.



Pourquoi la justice devrait-elle être au cœur de la restauration ?

La restauration doit emprunter un chemin difficile vers l'équité, car les principaux responsables des dommages environnementaux mondiaux (les consommateurs riches qui bénéficient d'une consommation de luxe) vivent souvent loin des sites en cours de restauration. À l'inverse, ceux qui sont les moins responsables de la dégradation supportent souvent les charges les plus lourdes. Par exemple, les villageois vivant autour de la forêt de Gola au Liberia estiment qu'ils paient un prix élevé pour la restauration en renonçant à la culture itinérante en altitude. Pendant ce temps, ceux qui ont profité des concessions forestières, des mines ou des plantations de caoutchouc au Liberia (tels que les multinationales et les consommateurs éloignés) ne sont pas susceptibles d'en supporter les coûts. Ces inégalités géographiques et historiques posent des défis aux praticiens de la restauration, qui doivent s'efforcer de répartir équitablement les coûts et les avantages dans les lieux où ils opèrent.

Le secteur de la conservation aborde souvent cette responsabilité par le biais d'une « approche fondée sur les droits », qui place les droits des populations locales au centre des objectifs et de la mise en œuvre des politiques et des initiatives de projet. La reconnaissance des droits et des titres fonciers à long terme sur les ressources et les territoires est considérée comme une condition préalable à la garantie d'autres droits humains, notamment le droit à un environnement propre et sain. Cependant, si la restauration peut viser à adopter une approche fondée sur les droits et à offrir des droits et des avantages sociaux substantiels, elle peut également imposer des coûts. Dans de nombreux cas, la restauration engendre des coûts d'opportunité, tels que l'accès restreint aux ressources locales, ce qui peut également avoir un impact sur la communauté et la culture, en empêchant des modes de vie appréciés.

Il existe un impératif moral clair en faveur d'une restauration équitable : la nécessité d'éviter des préjudices déraisonnables et de garantir l'équité pour les populations locales. De plus, des recherches montrent que le fait de donner la priorité à la justice améliore en fait les résultats écologiques et sociaux. Lorsque la justice est négligée, les efforts de restauration se heurtent souvent à une résistance, ne répondent pas aux besoins locaux, entrent en conflit avec les moyens de subsistance locaux ou renforcent les inégalités. Les praticiens sont fréquemment confrontés à des « obstacles à la justice » sur le terrain, tels que des avantages insuffisants, un manque de participation significative, la perte d'accès aux ressources ou l'incapacité à remédier aux injustices historiques et structurelles, et ces dynamiques peuvent être difficiles à surmonter.

Cependant, de nombreux cas montrent que lorsque les projets de restauration impliquent les communautés locales et respectent leurs systèmes de connaissances, ils obtiennent de meilleurs résultats écologiques et favorisent la stabilité sociale à long terme. Cela peut sembler contre-intuitif : certains supposent par exemple que donner la priorité aux préoccupations socio-économiques locales compromettra les priorités écologiques. On comprend de mieux en mieux pourquoi mettre l'accent sur les dimensions sociales peut favoriser l'obtention de résultats plus efficaces sur le plan écologique : la réduction des conflits peut renforcer la collaboration ; les connaissances locales ou traditionnelles peuvent conduire à des décisions de meilleure qualité ; le respect des institutions locales peut conduire à une gouvernance plus efficace ; les dirigeants locaux sont plus enclins à s'attaquer aux facteurs à l'origine de la dégradation. Ce lien positif entre la justice et la restauration efficace est de plus en plus reconnu. Par exemple, les promoteurs de projets de carbone forestier au Vietnam ne peuvent obtenir l'approbation du gouvernement s'ils ne démontrent pas un engagement clair en faveur de la justice sociale.

En résumé, il existe de bonnes raisons d'adopter une approche de la restauration axée sur la justice. Cependant, des lacunes importantes subsistent dans la mise en œuvre. La plupart des projets de restauration sont encore principalement conçus sur la base de considérations écologiques, négligeant souvent les connaissances locales. De nombreux projets sont également critiqués pour avoir sapé les structures de gouvernance locales, érodé les cultures et contribué au déplacement des populations. Pour combler ces lacunes, il est nécessaire d'intégrer la justice dans la conception et la pratique de la restauration afin de garantir des efforts de restauration équitables, efficaces et durables.

[En savoir plus](#)



CITATION DU MOIS

"L'environnement et l'économie sont vraiment deux faces d'une même pièce : on ne peut pas protéger l'un sans promouvoir l'autre de manière juste."

— Wangari Maathai, écologiste, militante environnementale et des droits humains, femme politique

LA RESSOURCE DU MOIS

LES PODCASTS "LES RDV DE LA CONSERVATION" POUR S'INFORMER ET S'INSPIRER !

Deux fois par mois depuis juillet 2024, nous nous donnons la parole à un passionné de la nature – amateur ou expert – pour témoigner de son engagement et de ses actions en faveur de l'environnement.

Ainsi la chaîne compte à ce jour plus de **60 épisodes sur les thèmes majeurs et actuels de la conservation**. Nous explorons avec nos invités en particulier trois grandes thématiques que voici, avec les titres des récents épisodes :

1) Éducation, jeunesse et sciences au service de la biodiversité :

Préserver la biodiversité à travers l'éducation et l'engagement communautaire : la mission de BEES au Bénin - Jeunesse, science et biodiversité : protéger les mangroves au Cameroun - Éveiller les consciences : éducation environnementale et engagement jeune au Congo - Éveiller les consciences pour préserver la nature en Afrique - Engagements pour la biodiversité : science, jeunesse et éducation en action - Entre zoonoses et conservation, une sentinelle de la santé environnementale

2) Conservation communautaire, gouvernance et inclusion : Construire un avenir durable avec les communautés : le pari d'IMPACT Madagascar - Communautés et eau : construire ensemble la durabilité - Genre et inclusion : des leviers pour une gestion durable de l'eau - Genre et durabilité : pour une gouvernance inclusive des ressources naturelles - Renforcer les initiatives de conservation communautaire : synergies entre savoirs locaux et sciences - Vivre avec la faune sauvage : outils et solutions pour atténuer les conflits

3) Acteurs de terrain, organisations et engagement pour l'action : Agir pour demain : l'engagement de Afrika Sini-Gnasigui au Burkina Faso - Écogardes du Burkina : en première ligne pour la nature - Sentinelle de la Nature : agir pour la nature au Burkina Faso - Se renforcer pour durer : le développement organisationnel avec le PPI - Éduquer et guider pour protéger : au cœur du Parc de la Mefou - Sécurité alimentaire et environnement au Cameroun.



Ces épisodes sont disponibles sur [Youtube](#) et [Spotify](#). Abonnez-vous pour ne rater aucun épisode et partager largement autour de vous !

Vous avez une expérience ou une expertise dans la conservation et souhaitez la partager ? Écrivez-nous à info@youth-conservation.org pour planifier un entretien.

CONTACTS - PAPACO

- . Geoffroy Mauvais, coordonnateur du Programme Aires Protégées d'Afrique & Conservation - PAPACO - geoffroy.mauvais@iucn.org
- . Madeleine Coetzer-Vosloo, Chargée de programme PAPACO - Communication - madeleine.coetzer@iucn.org
- . Hélène Magdelain, point focal Youth Conservation - info@youth-conservation.org
- . Joie Didier Sossoukpe, point focal Papaco/Université Senghor - joie.sossoukpe@usenghor.org

Pour contribuer à la NAPA (article sur les aires protégées, photo de couverture, offre d'emploi, etc.), contactez-nous sur moocs@papaco.org.

LES OPINIONS EXPRIMÉES DANS CETTE LETTRE NE REFLETTENT PAS NÉCESSAIREMENT CELLES DE L'UICN